

PS**POUR LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE (PS)**

Votre parti est-il prêt à :		si OUI, comment ?	si NON, pourquoi ?
Développer une nouvelle politique agricole et alimentaire commune basée sur la transition agro-écologique et l'alimentation solidaire, répondant en priorité à la demande européenne en éliminant les excédents et déficits structurels, et mettant fin à toute forme de dumping vis-à-vis des pays en développement.	UE	Oui, nous souhaitons réformer la PAC en profondeur et mettre en places des mesures coordonnées à tous niveaux de pouvoir afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre du secteur agro-alimentaire, de promouvoir le développement de circuits courts, de lutter contre le gaspillage alimentaire et d'interdire les pesticides qui présentent un risque pour la santé et l'environnement.	
Consacrer au moins 15% du budget de la Coopération à la réalisation du droit à l'alimentation et la recentrer sur le soutien aux systèmes alimentaires durables, basés sur l'agriculture familiale et les pratiques agro-écologiques, en priorisant les micros, petites et moyennes entreprises locales et les entreprises de l'économie sociale et solidaire.	BE	Oui, nous soutiendrons ce niveau de budget pour la sécurité alimentaire	
Recentrer la coopération au développement sur le soutien aux systèmes alimentaires durables, basés sur l'agriculture familiale et les pratiques agro-écologiques, en priorisant les micros, petites et moyennes entreprises locales et les entreprises de l'économie sociale et solidaire.	BE	Oui, nous voulons mettre un focus volontariste sur la défense de la souveraineté alimentaire et la lutte contre la faim comme des priorités de notre pays. Ce focus passe par l'inscription de cette thématique essentielle comme une priorité transversale et par la remise sur pied d'une politique spécifique au sein de la coopération. Le gouvernement MR –N-VA a supprimé unilatéralement le Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA) jusque-là piloté par le Parlement. Avant sa suppression, ce Fonds dans lequel l'État fédéral a investi, au fil des ans, plus de 500 millions d'euros a permis de développer plus de 150 programmes efficaces en faveur de la sécurité alimentaire. Il s'agit dès lors de remettre en place un tel focus quantifiable permettant de développer une véritable expertise et multi-acteurs impliquant les pays partenaires, les ACNG, l'administration et le Parlement.	
Inclure une exception agricole dans les accords de commerce international, afin de garantir la souveraineté alimentaire dans l'UE et les pays tiers.	UE	Oui, nous souhaitons inclure dans tous les accords commerciaux en cours de négociation une exception agricole afin de lutter à la fois contre le réchauffement climatique et la concurrence déloyale imposée à nos producteurs européens.	
Interdire dès 2020 l'utilisation d'agrocarburants de première génération.	UE	Oui, pour ceux qui créent de la concurrence la sécurité alimentaire.	
Mettre en place des conseils de politiques alimentaires locaux en vue d'améliorer les systèmes agroalimentaires à l'échelle territoriale (soit au niveau communal, intercommunal ou provincial).	WB	Oui, nous souhaitons mettre en place une politique alimentaire globale et transversale via la création d'un Conseil interfédéral de l'alimentation de qualité mais nous pourrions le décliner au niveau local.	